

Chapitre 6

Jeunes entrepreneurs : cap sur 2020

Ajsa Hadzibegovic

Introduction

Plutôt que de présenter les idées examinées dans cet article, j'aimerais proposer ma « définition » de ce qu'est un entrepreneur. Les formules, définitions et descriptions aujourd'hui en circulation me paraissent insuffisantes. Dans le monde en mutation qui est le nôtre, l'état et la position de l'entrepreneur évoluent encore plus vite. Néanmoins, certains traits caractéristiques me semblent correspondre assez bien à l'idée que je me fais d'un entrepreneur. J'aimerais vous en faire part et vous inviter à réfléchir sur ces types d'entrepreneurs qui « mettent le cap » sur 2020 et qui orientent nos sociétés. Les entrepreneurs sont :

- ▶ *des chercheurs insatiables* : pour susciter l'innovation, il faut savoir remettre en question tous les aspects des « moyens traditionnels » ;
- ▶ *des optimistes confiants* : pour faire passer une idée du concept à la réalité, il faut être prêt à toutes sortes de difficultés et s'y confronter avec une foi réelle en la réussite ;
- ▶ *des concurrents coopératifs* : pour réaliser une idée, il faut passer au crible ses inconvénients et ne pas hésiter à coopérer pour l'améliorer, tout en restant farouchement attaché à la réaliser soi-même.

Ces entrepreneurs, j'en ai rencontré et je pense qu'il nous en faut davantage, non seulement dans le secteur des affaires et de l'économie, mais aussi dans les secteurs politique et social. Voilà comment j' imagine 2020... Les quelques pages qui suivent lèvent le voile sur les opportunités et les obstacles qui jalonnent la voie vers cet avenir.

Changer le paradigme de l'éducation

« Nos étudiants ont radicalement changé. Les étudiants d'aujourd'hui ne sont plus les personnes à qui notre système éducatif était censé enseigner » (Prensky, 2001).

Ces derniers temps, j'entends souvent dire que nos écoles ne remplissent pas leur rôle pour éduquer les jeunes, ni pour en faire des citoyens responsables. Pis encore... elles ne savent pas produire de bons entrepreneurs. De nombreux pays procèdent à des réformes de l'enseignement pour tenter d'améliorer et de moderniser leurs systèmes éducatifs. Mais « améliorer », qu'est-ce au juste ? Les réponses varient, ce qui laisse tout loisir de passer à côté de l'essentiel. Ainsi analyse-t-on les performances des enseignants et remet-on en question leurs compétences... Sont-ils à même d'enseigner à l'ère de l'informatique ? L'on cherche des moyens d'améliorer les tests standard afin de pouvoir mieux identifier les failles des programmes scolaires. L'on essaie de trouver comment enseigner aux jeunes aujourd'hui pour les préparer aux emplois de demain. Et je ne peux m'empêcher de m'interroger : est-ce bien là le rôle de notre système éducatif ?

D. C. Phillips (2009) soulève la question de savoir si l'enseignement est essentiellement conservateur ou s'il peut être un agent (ou l'agent) du changement social. Je soutiens que l'éducation peut être l'agent du changement social, à condition que notre conception de l'éducation se modifie en profondeur et privilégie ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins individuels et pour réaliser le potentiel de chacun. L'éducation doit mettre les nouvelles technologies et les médias sociaux au cœur de ses ressources et de ses outils d'apprentissage. Si elle devenait l'agent du changement social, l'éducation – ou, plutôt, l'« éducation globale » – ne ressemblerait plus à ce que nous connaissons. Un réel changement supposerait de mettre l'accent sur l'apprentissage « par la pratique » (« apprendre en faisant » de manière collaborative) et sur l'apprentissage « expérientiel », et, donc, sur l'apprentissage coopératif dans le cadre d'un processus entièrement choisi par chaque apprenant. Autrement dit, la forme d'éducation plus connue sous les termes « éducation non formelle » jouerait un rôle plus central dans l'ensemble du système éducatif. En effet, la valeur de l'éducation non formelle, dans le cadre du travail de jeunesse au sein des sociétés transitionnelles d'aujourd'hui et de demain, réside dans la multiplicité de ses rôles : développer la confiance en soi, l'esprit critique et les aptitudes de communication, favoriser le développement des compétences affectives, responsabiliser, accroître l'employabilité, développer une personnalité autonome, promouvoir une citoyenneté européenne, favoriser une culture de réflexion, encourager le dialogue interculturel, faciliter l'insertion sociale, renforcer la participation... Cette liste a-t-elle une fin ? Dans le domaine de l'éducation, l'avenir estompera les frontières entre « formelle » et « non formelle » ; nous parlerons d'une « éducation globale » se déployant sur un pied d'égalité dans différents cadres. En définitive, les termes « éducation globale » reflètent les valeurs et les principes qui sous-tendent une éducation centrée sur l'apprenant et qui engagent la pensée (le savoir), les mains (les compétences), le cœur (les valeurs) et l'âme (l'essence de ce qu'est l'individu).

Pour Ken Robinson (2008), le défi n'est pas de réformer l'éducation, mais d'en faire tout autre chose. Selon lui, il faut changer les postulats fondamentaux. Au lieu de chercher ce dont le pays a besoin, il propose de s'interroger sur ce qui motive les individus, sur ce qui les intéresse dans l'apprentissage et le développement, sur ce qui les fait aller de l'avant, sur les talents qu'ils cultivent, sur ce qui les passionne. C'est là un immense défi à relever dans la perspective de l'année 2020. Les principes du nouveau système éducatif pourraient-ils reposer sur la découverte et sur l'épanouissement des talents potentiels de chaque enfant et de chaque jeune ? Pourrait-on

créer un système éducatif qui soit débarrassé des principes économiques et qui, par conséquent, ne fasse pas de la science une discipline préférable à l'art ? Pourrait-on imaginer des années 2020 où avoir un diplôme signifierait l'aboutissement d'un difficile voyage de découverte personnelle au cours duquel chacun a appris à apprendre et chacun s'est développé en tant que personne ? Oui, je le crois. Encore nous faut-il, pour rendre la chose possible, redécouvrir complètement l'éducation, en tenant compte de cette nouvelle donne. Il faut que les décideurs des grandes instances éducatives redéfinissent l'objet et la philosophie de l'éducation. Il faut que les enseignants redécouvrent l'interdépendance entre enseignement et apprentissage, qu'ils enrichissent constamment leur propre expérience pour pouvoir offrir aux apprenants un soutien et des conseils pertinents. Il faut que les parents réclament encore et encore un système éducatif mieux adapté aux individualités, et qu'ils s'y engagent activement. Il faut que les animateurs de jeunesse fassent reconnaître la valeur des activités de jeunesse en termes d'apprentissage, ainsi que la valeur des divers cadres d'éducation non formelle.

K. Robinson estime qu'avec l'éducation formelle telle qu'elle existe à présent nous détruisons systématiquement (bien que sans intention de nuire) la capacité d'imagination de nos enfants et la nôtre. Selon lui, « nous le faisons couramment, sans y penser ; ce qui est pire que tout car nous trouvons toutes naturelles certaines idées sur l'éducation, sur les enfants, sur ce que c'est qu'être éduqué ; sur le besoin social et sur l'utilité sociale, sur l'objectif économique. Nous considérons ces idées comme allant de soi ; or il se trouve qu'elles sont fausses » (voir Robinson, 2008). Toujours selon Robinson, si nos systèmes éducatifs ne s'améliorent pas notablement, c'est parce que les décideurs ne comprennent pas que l'essentiel n'est pas de savoir gérer le système plus efficacement, mais de savoir améliorer la qualité de l'enseignement. En particulier, il serait crucial d'améliorer l'expérience de chacun des apprenants et de traiter les écoles individuellement et non comme une masse. Pour Robinson, cette approche nécessiterait de passer d'une « métaphore industrielle » à une « métaphore agricole ». « Que se passe-t-il si vous touchez les gens, que vous les sollicitez, que vous leur donnez la possibilité de montrer ce qu'ils peuvent faire et que vous mettez le doigt sur leur talent ? Vous obtenez alors une transformation : c'est le paradigme » (Robinson, 2008). Une approche « agricole » ne peut vraiment fonctionner sans les efforts concertés de toutes les personnes impliquées dans l'éducation des jeunes. Le rôle des parents est crucial ; leur compréhension et leur mise en application de cette approche seraient absolument déterminantes. Enfin, les animateurs de jeunesse, c'est-à-dire ceux qui font déjà office de fermiers dans cette métaphore agricole, auraient un rôle vital à jouer pour apporter les preuves que le processus fonctionne. La reconnaissance des compétences acquises dans des cadres d'éducation non formelle apporterait cette confirmation.

A cette équation, ajoutons à présent le développement technologique et le rôle qu'il a eu et pourrait avoir dans l'éducation. Helen Haste distingue cinq compétences à enseigner pour aider les apprenants à s'adapter au monde du changement :

- Gestion de l'ambiguïté : il s'agit d'apprendre à mener plusieurs tâches de front et à ne pas craindre les situations ambiguës. Ainsi, le rôle de l'éducateur et du système éducatif consiste-t-il à aller à l'encontre de la « solution linéaire unique » comme manière prédominante de penser et de se comporter.

Selon moi, cette « compétence » consisterait aussi largement à encourager la pensée divergente dont parle Robinson.

- ▶ Action et responsabilité : il s'agit d'être un « agent actif » interagissant avec le monde et de pouvoir aborder l'environnement immédiat avec l'assurance d'avoir l'aptitude à le faire. Il s'agit aussi d'assumer la responsabilité des conséquences de cette interaction ou de l'absence d'interaction.

Je dirais donc que le rôle des éducateurs serait de créer ce type de situations d'apprentissage et d'être ceux qui « insufflent » la confiance aux jeunes apprenants.

- ▶ Découverte et maintien de la communauté : il s'agit de gérer les diverses communautés dans lesquelles nous vivons, y compris celles en ligne ; autrement dit, savoir être « multitâche » pour créer des relations et pour gérer des interactions (notamment en utilisant les technologies ad hoc), mais aussi savoir maintenir ces relations.

Il me semble que le plus difficile pour les éducateurs serait d'enseigner l'équilibre entre création et maintien des relations – ce dernier aspect se trouvant d'ailleurs relativement négligé vu la présence de plus en plus prégnante des nouvelles technologies.

- ▶ Gestion de l'émotion : il s'agit de s'écarter de l'idée que la raison et l'émotion sont séparées, et d'enseigner aux jeunes comment les gérer toutes les deux à égalité sans laisser à l'une la possibilité de dominer l'autre.

Je vois cette « compétence » comme un processus de développement personnel qui doit être profondément ancré dans une « éducation globale ».

- ▶ Gestion du changement technologique : il s'agit de gérer les conséquences du développement technologique.

Selon moi, cette « compétence » implique une compréhension approfondie des changements apportés par la technologie dans toutes les sphères de notre vie ainsi qu'une forte capacité d'adaptation à ces évolutions.

A l'évidence, le changement social n'est pas linéaire, et nous ignorons toujours où les changements que nous vivons aujourd'hui peuvent nous conduire dans l'avenir. Cependant, comme le dit Helen Haste, les jeunes deviennent aujourd'hui des agents de leur propre socialisation et de leur propre apprentissage. En conséquence, il faut regarder l'éducation depuis la position où se situent les jeunes dans leur relation au monde et dans la perspective de ce qu'ils font déjà. Il faudrait penser l'éducation comme un processus ascendant (partant de la base), collaboratif et interactif¹. L'éducation globale doit donc être ancrée dans la perspective des jeunes – et des utilisateurs de nouvelles technologies –, être coopérative plutôt que compétitive, collaborative plutôt qu'isolée et, enfin, parfaitement en phase avec la technologie. Laissons de côté les doutes et essayons d'imaginer ce changement de paradigme. Même si l'on vit dans les Balkans, il ne doit pas être très compliqué de se représenter un avenir plausible peuplé d'individus déterminés, attentifs à eux-mêmes et

1. Voir la vidéo présentée dans l'article « Technology and youth : a remix that is changing the education landscape » (technologie et jeunesse : un remix en train de changer le paysage de l'éducation), par Maria Fusaro, 23 juin 2009, disponible à cette adresse : www.gse.harvard.edu/news-impact/2009/06/technology-and-youth-a-remix-that-is-changing-the-education-landscape (site consulté le 10 janvier 2013).

aux autres. Dans cet avenir – que la série télévisuelle de science-fiction *Star Trek* a présenté comme une possibilité envisageable –, les valeurs ne seraient pas soumises aux impératifs économiques. Cela peut sembler trop éloigné dans le temps. Pourtant, la première étape à franchir en 2020 est presque palpable. Pour commencer, l'on pourra s'inspirer de l'étude relative à l'impact de l'éducation non formelle dispensée par les organisations de jeunesse sur l'employabilité des jeunes, étude qui reconnaît que l'éducation doit dépasser des considérations purement utilitaires afin d'apporter les compétences nécessaires à une participation sociale active et au développement personnel (voir Bath University/GHK Consulting, 2012). Aujourd'hui même, les jeunes n'arrêtent pas de progresser et d'innover pour s'ingénier à obtenir les informations, les connaissances et les compétences dont ils ont besoin. Pour parvenir à leurs fins, ils n'hésitent pas à recourir aux nouvelles technologies et à s'entraider. Le principal facteur qui semble vouloir les ralentir, c'est d'avoir à rester assis pendant de longues et précieuses heures à écouter (?) des cours traditionnels et magistraux. Imaginons que cette voie prédéterminée soit plus souple et moins... déterminée : l'« éducation globale » serait-elle alors envisageable pour les jeunes ? Certes, les résultats seraient sans nul doute extrêmement imprévisibles, surtout dans les débuts. Un changement de mentalité radical et sans précédent s'impose pour les jeunes adultes aujourd'hui engagés dans des processus d'auto-apprentissage. Les difficultés pour maintenir le cap et pour endosser toute la responsabilité des possibles échecs semblent écrasantes... Raison de plus, à mon avis, pour amorcer cette approche à un stade très précoce du développement de l'individu. Là encore, les parents ont un rôle central à jouer pour que s'opère cette mutation.

Les jeunes dans l'Europe d'aujourd'hui

« Nos sociétés sont loin de créer des conditions sociales et professionnelles positives dans lesquelles ils peuvent le faire [chercher une qualité de vie "à l'échelle de la vie"] – [donc] les jeunes s'attendent à compter sur leur famille ou sur leur propre ingéniosité et leurs propres ressources » (Chisholm et Kovatcheva, 2002).

Il y a de fortes chances pour que les enseignements les plus précieux nous viennent de la confrontation aux crises. Par conséquent, au lieu de se désespérer tous les jours devant la crise que traverse l'Europe et devant des niveaux de chômage sans précédent, je préfère réfléchir à ce que nous pouvons apprendre de cette situation. Comment y sommes-nous arrivés et comment pouvons-nous la changer ? C'est pourquoi j'ai décidé d'observer la situation des jeunes dans l'Europe d'aujourd'hui telle que la présentent de multiples stratégies, instruments et actions de l'Union européenne. Centrer l'attention sur les jeunes, telle semble être la voie du progrès selon les concepteurs de la stratégie « Europe 2020 ».

La stratégie se donne pour principal objectif d'abaisser le taux de sortie précoce du système scolaire et d'augmenter le taux de diplômés de l'enseignement supérieur. Si j'approuve la lutte contre le décrochage scolaire, je crois en revanche que nous en avons déjà trop fait côté enseignement supérieur. S'inscrire en master ou en doctorat vient aujourd'hui compenser l'impossibilité de trouver un emploi ou de voler de ses propres ailes. Tout particulièrement dans les Balkans, il semble que la

barre inférieure pour le niveau d'études soit maintenant placée au niveau du master. Malheureusement, cette situation a aussi un effet secondaire : elle élève les attentes de ces jeunes diplômés, persuadés de pouvoir prétendre à des emplois confortables qui leur rendront définitivement la vie plus facile. Il serait donc souhaitable que l'éducation globale de demain se pose cette question : comment centrer les individus sur leur développement personnel tout en leur faisant comprendre l'importance de chaque emploi, indifféremment du niveau d'expertise technique ou de connaissances théoriques requis pour l'exécuter ? De nouvelles compétences et de « nouveaux » emplois seront créés ; les jeunes peuvent les créer. La fin 2012 a été marquée par l'annonce que les exportations de logiciels de la Serbie s'étaient élevées à 200 millions d'euros – dépassant pour la première fois celles des framboises (140 millions d'euros), traditionnellement le premier produit d'exportation du pays. Sachant que ce sont les jeunes qui constituent en majorité l'industrie informatique, notamment le secteur du développement logiciel, il est clair qu'ils se trouvent aujourd'hui en tête de ce courant entrepreneurial.

Pour mieux comprendre comment les jeunes d'aujourd'hui sont considérés par les décideurs, passons en revue plusieurs initiatives nées de la stratégie de l'UE « Europe 2020 ». L'initiative phare, « Jeunesse en mouvement », laisse entendre que les jeunes doivent franchir toutes sortes de frontières – des frontières physiques au moyen de passeports et, plus difficiles, des frontières (inter)culturelles. Peut-être les jeunes doivent-ils aussi se mesurer sur différents fronts et à de nouveaux environnements. Les programmes « Jeunesse en action » et « Education et formation tout au long de la vie » fournissent des directives sur la manière de favoriser la mobilité à des fins d'apprentissage, d'améliorer la participation des jeunes et de renforcer leur employabilité. En 2014 débutera un nouveau programme de l'UE, occasion idéale pour procéder à des changements radicaux et pour ouvrir la voie à un système inédit permettant aux jeunes d'opter pour une « éducation globale ». L'« Initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes » montre clairement que l'employabilité et l'emploi des jeunes comptent parmi les préoccupations des décideurs. Beaucoup est fait pour favoriser la responsabilisation et l'initiative des jeunes, pour faciliter la réalisation de leurs idées et pour développer leurs compétences ; bref, il ne reste plus qu'à explorer les moyens d'accéder à ces outils, la faculté des jeunes à influencer leur développement et, enfin, la manière dont ces programmes se rattachent à d'autres instruments européens, nationaux et locaux : sont-ils bien connectés en réseau ? Les résultats de ces recherches ouvriraient peut-être de nouvelles perspectives sur ce qu'il faut faire et sur la manière de procéder.

Des études ont été effectuées pour le rapport de l'UE sur la jeunesse (2010-2012), adopté le 10 septembre 2012. Le rapport demande que l'emploi, l'inclusion sociale, la santé et le bien-être des jeunes figurent au premier rang des priorités de la politique de jeunesse de l'Europe. Le rapport souligne que « l'UE et les Etats membres doivent en faire plus pour soutenir les jeunes, frappés de plein fouet par la crise économique » (Commission européenne, 2012a). Voyons comment le rapport dépeint les jeunes² et comment nous pourrions « en faire plus ».

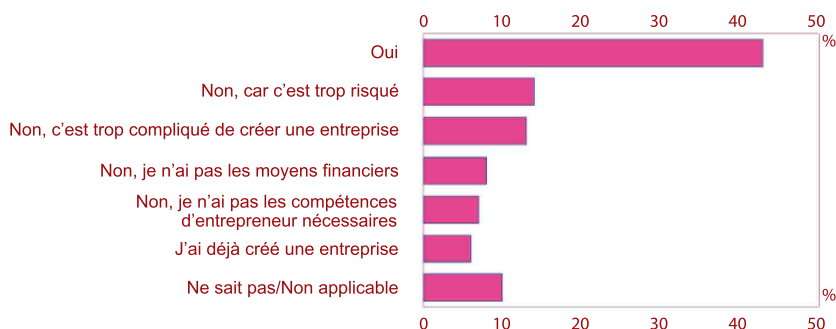
2. Les sections qui suivent sont résumées et adaptées du rapport, et sont accompagnées des commentaires de l'auteur sur les mesures envisageables.

Education et emploi

Le nombre des étudiants augmente tandis que celui des jeunes employés diminue. Même avec la tendance à éviter les crises en retournant faire des études, il reste un nombre important de jeunes qui sont tout simplement « hors circuit » – ni étudiants, ni employés, ni en formation. Selon le rapport, le taux de chômage des jeunes (entre 15 et 24 ans) est en hausse, de même que, parallèlement, celui des jeunes travailleurs indépendants.

Toutefois, l'observation des graphiques montre que, dans l'UE des 27, la moyenne des travailleurs indépendants est remarquablement basse, même pour le groupe le plus actif des 25-29 ans (entre 8 et 9 %), et en léger déclin par rapport aux données de 2000 et de 2010. Il est vraiment dommage qu'il n'existe pas d'autres analyses de cette tendance pour nous aider à comprendre ce que 2020 apportera. En tout état de cause, puisque plus de 40 % des jeunes souhaitent lancer leur propre entreprise (voir la figure 1), il me semble opportun de pousser les décideurs à créer les conditions favorables à une croissance naturelle dans ce secteur. Je n'essaierai même pas de savoir pourquoi tant de jeunes sont désireux de monter leur propre entreprise. Est-ce leur réponse à la crise – se charger soi-même de créer son emploi ? Est-ce la manifestation d'un monde matérialiste et consumériste – vouloir gagner plus et avoir le statut de chef d'entreprise... être le patron ?

Figure 1 : UE, Indicateur sur la jeunesse : désir des jeunes de créer leur propre entreprise, moyenne UE-27, 2011



Source : Eurobaromètre Flash 319b, « Jeunesse en mouvement ».

Remarque : La question était : « Aimerez-vous créer votre propre entreprise dans l'avenir ? »

Il reste que la participation à des programmes bénévoles, à des stages en entreprise et de formation peut aider les jeunes à élargir leur expérience et faciliter la transition entre école et vie active. En outre, les stratégies européennes, nationales et locales destinées à la jeunesse doivent envisager des mesures pour cultiver l'esprit d'entreprise chez les jeunes et des dispositifs concrets pour soutenir leurs idées de création d'entreprise. Autres solutions possibles : la reconnaissance et la validation des résultats d'apprentissage obtenus ailleurs, ce qui permettrait de réintégrer les jeunes dans l'éducation ou dans l'emploi ; ce qui nécessiterait aussi, cependant, que les jeunes et le secteur de la jeunesse croient davantage à la valeur de cette reconnaissance et de cette validation et, par conséquent, qu'ils agissent ensemble dans ce sens.

Dans un souci de reconnaissance des compétences des jeunes, il pourrait être utile d'établir une correspondance entre les compétences acquises par le bénévolat et celles acquises par le travail rémunéré.

Compte tenu de l'instabilité mondiale des marchés de l'emploi et leur évolution probable, il me semble que l'expérience des jeunes, habitués à des contrats de travail temporaires et à des emplois du temps irréguliers, deviendra un atout. Un défi reste à relever : que les systèmes éducatifs favorisent la capacité d'adaptation des jeunes aux changements de situation.

Place dans la société

Les jeunes sont devenus de plus en plus mobiles, engagés dans une éducation non formelle et impliqués dans la vie démocratique. Néanmoins, leur bien-être général est fragilisé car ils se trouvent particulièrement exposés aux risques de pauvreté et d'exclusion sociale.

Même si les nouvelles technologies tendent à estomper les frontières, le fait que la mobilité physique est elle aussi en progression contribue à la représentation de 2020 décrite à la section précédente. La méfiance grandissante vis-à-vis de la classe politique oblige les jeunes à trouver d'autres moyens d'agir sur les causes et de poursuivre les buts qui leur tiennent à cœur. Cette énergie des jeunes et cette volonté de participation doivent être entretenues par le système éducatif, mais aussi au moyen d'instruments concrets déployés dans le cadre de la politique de jeunesse. Comme le montrent les conclusions du rapport, des possibilités de volontariat structurées, l'éducation non formelle et la reconnaissance des compétences acquises sont autant de facteurs propres à renforcer la participation des jeunes.

Toutefois, bien que la tendance veuille, comme l'a indiqué Peter Lauritzen (2008), que « le travail de jeunesse soit de plus en plus confronté à des situations de chômage, d'échec scolaire, de marginalisation et d'exclusion sociale », il est essentiel d'en examiner la portée. Le rapport présente le travail de jeunesse comme jouant un rôle crucial « pour soutenir les jeunes dans leur éducation personnelle et dans l'épanouissement de leur personnalité, ainsi que pour consolider leur identité parmi les pairs et au sein de la société, car ils sont encouragés à prendre une part active au domaine qui les intéresse, quel qu'il soit ». Alors comment pouvons-nous tolérer que ce soutien crucial ne soit accessible qu'à 9 % des jeunes ? L'éducation non formelle (ENF) et le travail de jeunesse (TJ) sont l'un et l'autre fondés sur le volontariat, et personne ne remet leur intérêt en cause. En revanche, peut-être devrait-on se demander dans quelle mesure ils sont reconnus, promus et accessibles. Serait-il proprement blasphématoire d'envisager aussi l'entrée du travail de jeunesse à l'école, son intégration au programme scolaire (facultatif) ? L'« Examen annuel de la croissance 2012 » (Commission européenne, 2012a) appelle à des réformes dans la législation du travail, de l'éducation et de la formation. Ce serait peut-être là l'occasion de commencer à redéfinir et à mieux positionner les domaines de l'éducation et du travail de jeunesse par rapport au secteur sans merci de l'« économie ».

Enfin, avec tous les risques auxquels les jeunes se voient exposés et toutes les opportunités qu'ils parviennent néanmoins à construire et à exploiter, il apparaît clairement

que l'avenir est à tout le moins incertain et mouvant. C'est justement là le défi qui se pose aux jeunes : ne pas baisser les bras et attendre que les autres agissent. Et c'est aussi là que se dissimule l'occasion à saisir : trouver des opportunités là où elles ne se voient pas forcément, et continuer de créer des opportunités et des atouts au milieu de toutes ces circonstances apparemment défavorables.

Dans tout cela, où en est la jeunesse de l'Europe hors Union européenne ? Les dirigeants des Etats de l'ex-Yougoslavie avancent à marche forcée vers l'adhésion à l'UE dans l'espoir que, en tant que membres de cette communauté, nous rencontrions moins de problèmes et atteignons un meilleur niveau de vie – qu'ils ne cessent de promettre à leurs électeurs. Alors que, dans l'UE, la jeunesse se heurte à de telles difficultés et que les perspectives d'avenir se présentent sous un jour pour le moins incertain, que peuvent espérer les jeunes des Balkans ? Vingt après la chute du communisme, ou du socialisme yougoslave, la situation des jeunes a empiré et, dans l'ensemble, ils continuent d'être oubliés des nouvelles élites. Il reste que la jeunesse des Balkans est rompue à la vie dans l'incertitude et sait se frayer un chemin dans les processus de transition – ce qui pourrait devenir un avantage au moment de découvrir ce que signifie et comment vivre dans une Europe unifiée. Les jeunes vivant dans les pays de l'UE et ceux vivant dans des pays candidats continuent de se démener pour prendre leur place dans la société européenne – au-delà des frontières nationales. Ainsi, outre tous les éléments décrits plus haut, une autre question pèse sur les épaules des jeunes : celle de la citoyenneté européenne et de la responsabilité qui leur incombe de façonner l'avenir de l'Europe.

Education non formelle et employabilité

« L'employabilité est entendue ici comme la possibilité relative de trouver et de conserver différents types d'emploi » (Brown *et al.*, 2002).

Il me semble que le terme « employabilité » soit souvent mal compris et confondu avec la réelle occupation d'un emploi, en particulier chez les jeunes. Peut-être parce que la question qui compte pour un jeune qui se projette dans l'avenir, c'est moins de savoir où il se situe sur l'échelle de l'employabilité que, plus concrètement, d'avoir un emploi. Peut-être cette échelle est-elle à revoir... Quoi qu'il en soit, la reconnaissance des compétences des jeunes ne va pas de soi dès lors qu'elles sont acquises en dehors de l'éducation formelle. Pourquoi ne pas accorder aux jeunes la liberté et la souplesse indispensables pour suivre leurs propres trajectoires de développement ? Même si nous possédons de bons instruments de reconnaissance et si l'individu décide de ses propres filières d'apprentissage, pour autant, ne perdons pas de vue son éducation. Les jeunes ont encore besoin d'aide dans leur apprentissage et nous devons découvrir de nouveaux moyens de la lui apporter.

Aujourd'hui, l'éducation non formelle constitue une partie essentielle du concept d'éducation et de formation tout au long de la vie promu par les institutions européennes. Dans le cadre de sociétés en rapide mutation technologique, Andreas Karsten (2006) mentionne trois grandes actions caractérisant le rôle de l'éducation non formelle :

- assurer la mobilité professionnelle des individus et rendre employables les jeunes en décrochage scolaire auparavant non employables ;

- tenir les individus déjà bien formés au courant des nouvelles avancées et technologies indispensables pour rester parfaitement opérationnels dans leurs domaines respectifs ;
- face à l'allongement des temps de loisir, améliorer la qualité de vie et la satisfaction des personnes en les enrichissant sur le plan culturel.

En outre, en dehors de son rôle pédagogique manifeste, l'éducation non formelle (dans le contexte du travail de jeunesse) est envisagée aujourd'hui par rapport au rôle politique inédit qu'elle devrait jouer demain – bien que, depuis quelque temps, ce soit plutôt l'« employabilité » qui capte l'attention. A mon avis, la seule chose à quoi une telle évolution doit servir, c'est à sensibiliser les jeunes aux compétences qu'ils acquièrent et développent, à leur propre apprentissage et aux manières dont ils peuvent le présenter et le transposer dans différentes situations professionnelles. Aller plus loin, c'est courir un risque : celui de négliger la personnalité des apprenants et de se concentrer sur les demandes du marché de l'emploi. Le défi qui nous attend tous, pas seulement les jeunes, c'est de réussir à prendre ce que Peter Drucker nomme l'« habitude de l'apprentissage permanent » (Druker, 1994), ce qui ouvrirait aussi la voie à une plus grande flexibilité des conditions de travail. Cela dit, je tiens à rappeler l'importance de l'emploi non seulement pour assurer une sécurité économique, mais aussi comme outil d'inclusion sociale – un mécanisme fait pour empêcher les crises sociales potentielles en créant un terrain permettant d'influer sur les questions relationnelles, sur la participation sociale et sur l'intégration sociale.

Dans l'UE, le chômage des jeunes entre 15 et 24 ans a doublé depuis le début de la crise, passant d'une moyenne de 15 % en février 2008 à 22,5 % en juillet 2012, avec des taux atteignant jusqu'à 53,8 % en Grèce et 52,9 % en Espagne. Néanmoins, la Commission européenne reste confiante en l'avenir et, dans le rapport sur la jeunesse, elle a noté que la stratégie de l'UE dans ce domaine avait renforcé les priorités existantes au niveau national dans la plupart des Etats membres, lesquels doivent créer davantage de possibilités et favoriser la citoyenneté active, l'inclusion sociale et la solidarité. Depuis le précédent rapport, en 2009, les Etats membres ont intensifié les initiatives destinées aux jeunes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat. Les niveaux de participation dans les associations et les mouvements sociaux sont restés élevés (Commission européenne, 2012b). A l'évidence, il faut remettre en cause cette évaluation et commencer à poser des questions qui font mal : si la situation ne s'améliore pas, alors quel est l'intérêt des « priorités accrues » et des « initiatives renforcées » ? N'est-il pas temps de voir si nous pouvons et devons agir différemment ?

De leur côté, les organisations de jeunesse, très préoccupées par l'augmentation du chômage des jeunes, ont commencé à évaluer dans quelle mesure leurs programmes et leurs activités contribuaient à l'employabilité de ces derniers. Grâce à l'étude concernant l'impact de l'éducation non formelle dispensée par les organisations de jeunesse sur l'employabilité des jeunes (Bath University/GHK Consulting, 2012), celles qui souhaitent privilégier l'aptitude à l'emploi disposent de données utiles et de lignes directrices. Toutefois, l'étude n'est pas sortie du cadre de ce que nous faisons déjà et des moyens que nous employons déjà pour le faire ; elle ne fait que suggérer de possibles améliorations à l'intérieur de ce

cadre. C'est dommage, car les données fournies mettent précisément en évidence bon nombre des changements de paradigme qui sont envisagés dans le présent article. Ainsi, en observant le tableau qui classe les compétences le plus souvent demandées par les employeurs (Bath University/GHK Consulting, 2012, p. 42), on remarque que les compétences de communication et d'organisation arrivent en premier, alors que l'esprit d'entreprise, la capacité d'adaptation et l'aptitude à nouer des relations sont en queue de peloton. J'ai du mal à comprendre pourquoi ces trois dernières compétences ne se placent pas plus haut sur l'échelle. Serait-ce qu'elles n'ont d'importance que pour une activité indépendante ou une entreprise individuelle, alors qu'un employé est simplement censé comprendre des tâches (compétences de communication) et les exécuter en temps voulu (compétences organisationnelles) ? Ou est-ce le manque de vision des employeurs, aveuglés qu'ils sont par le fait que les entreprises sont en chasse des plus « doués » et par l'idée stéréotypée qu'ils se font du rôle des jeunes employés – ne pas se mêler de réfléchir, de questionner, de reconcevoir, de prospecter, etc. ? En revanche, pour le classement du niveau individuel de développement des compétences au sein des organisations de jeunesse, arrivent dans les cinq premières places la confiance en soi et l'adaptabilité/flexibilité (Bath University/GHK Consulting, 2012, p. 45). Ce résultat montre à la fois que le travail de jeunesse et l'éducation non formelle dans les organisations de jeunesse occupent une place privilégiée, mais aussi « à quel point les jeunes voient parfois l'avenir plus clairement que les adultes. Sans compter que, souvent, ils savent ce dont ils auront besoin pour le maîtriser » (voir Morino, 1997). La réalité d'aujourd'hui et surtout celle de 2020 montreront combien ces deux éléments sont importants. Selon Helen Haste, « la compétence n'est pas seulement une affaire d'aptitude mais aussi d'adaptation ; autrement dit, la capacité de s'adapter au changement et à la continuité du monde environnant, ainsi que d'y répondre » (voir Fusaro, 2009). Il y aurait alors peut-être lieu de s'interroger : les employeurs, en ces temps de crise économique, sont-ils ceux à avoir le moins d'idées sur ce qui est nécessaire pour la surmonter ? Ceux qui restent sans réponse sur le type d'employés dont ils ont besoin pour retourner la situation ? Se pourrait-il que la motivation des jeunes à créer leur propre entreprise procède de cette fracture entre employés et employeurs ? Situation ironique, comme l'a remarqué la International Youth Foundation (Fondation internationale pour la jeunesse) dans un rapport, car la réelle mission d'une entreprise devrait être de largement investir pour élargir le vivier de ses collaborateurs de talent, et ce en améliorant l'éducation et l'accès à l'éducation à tous les niveaux (IYF, 2001).

Néanmoins, il existe une réelle correspondance entre les demandes des employeurs et les compétences que les jeunes reconnaissent avoir acquises par le biais des organisations de jeunesse. Surtout pour les jeunes (près de la moitié de ceux interrogés pour l'étude) qui, dans ces organisations de jeunesse, bénéficient d'un plan éducatif et évaluatif structuré en matière de développement des compétences qui prévoit : une analyse des besoins des apprenants, une définition des objectifs et des résultats d'apprentissage, un processus de planification et de mise en œuvre et, enfin, une évaluation. Ainsi les organisations soucieuses de privilégier l'aspect « employabilité » de leurs activités disposent-elles d'orientations claires. Par ailleurs, l'étude constate que les jeunes et les organisations de jeunesse utilisent généralement assez peu les certificats et les instruments de notation ; que moins

de 5 % des personnes interrogées ont fait usage du Portfolio européen pour travailleurs et animateurs de jeunesse dans le cadre d'une candidature à un emploi, à un stage ou à une formation – ne pas oublier qu'environ la moitié des personnes interrogées ont participé à des organisations de jeunesse en tant qu'animateurs/éducateurs ; que 16 % ont utilisé Youthpass (Bath University/GHK Consulting, 2012). Autres informations utiles : 50 % des jeunes interrogés ont utilisé le CV Europass et, souvent, l'organisation de jeunesse note les aptitudes et les compétences au moyen de ses propres outils ou d'évaluations par les pairs. L'enjeu consistant à proposer des outils européens pertinents au niveau local et/ou national revêt par conséquent une importance encore plus grande, surtout s'ils proviennent du secteur de la jeunesse et ne sont aucunement contraignants. Au lieu de se lamenter sur l'inutilité d'outils pourtant admirables, mieux vaudrait se demander comment les améliorer pour les rendre plus accessibles et mieux adaptés à la réalité et aux différents contextes d'apprentissage des jeunes. Cependant, il faut aussi s'assurer qu'avec ces outils l'évaluation des compétences aura la même valeur et offrira la même garantie que des diplômes officiels. Pour pouvoir ne serait-ce qu'envisager de tels développements, le domaine de la jeunesse devra passer par la case départ, c'est-à-dire « s'efforcer de convaincre les animateurs de jeunesse encore sceptiques et renforcer leur motivation à s'attaquer résolument à la question de la reconnaissance » (voir Hadzibegovic, 2012).

Enfin, j'aimerais revenir sur le capital social, l'une des composantes clés pour améliorer l'« employabilité ». Les jeunes ont reconnu l'utilisation des réseaux comme une aptitude essentielle acquise au sein des organisations de jeunesse. Cette pratique prend aujourd'hui d'autant plus d'importance qu'elle aide non seulement à obtenir des informations sur les possibilités d'emploi, mais à trouver un emploi. D'après l'étude, elle joue aussi un rôle dynamisant, en incitant les jeunes à intensifier leurs recherches d'emploi et à élargir leur champ de recherche et de mobilité. Je suppose qu'une part substantielle des réseaux est utilisée par les communautés virtuelles et que, à n'en pas douter, elle ne fera que s'étendre. Dans ces communautés, le potentiel d'apprentissage coopératif et collaboratif est immense. Alors comment se fait-il que, nous, éducateurs, commençons à peine à l'exploiter ? Voyons l'explication de Mark Prensky (2001) : « Des formateurs nouveaux venus dans le monde numérique, parlant un langage désuet (celui de l'ère pré-numérique), s'évertuent à enseigner à une population qui, elle, parle un langage entièrement nouveau. » Aujourd'hui, les jeunes sont des « natifs du numérique » habitués à une réception quasi instantanée de l'information, au traitement parallèle et multitâche : « Là où ils fonctionnent le mieux, c'est quand ils sont connectés » (*ibid.*). La flexibilité et l'adaptabilité de l'éducation non formelle ont déjà aidé les animateurs et les formateurs de jeunesse à élaborer des programmes éducatifs fondés sur la communication en ligne et les médias virtuels. Cette adaptabilité à l'apprentissage est une qualité qui influera considérablement sur la forme de l'« éducation globale » de demain. Au demeurant, si les nouvelles technologies ont étendu les possibilités des jeunes de consulter et de recevoir l'information, la question de l'absorption et de l'apprentissage en lui-même demeure... Quant à savoir si le traitement parallèle et multitâche permet d'accorder le type d'attention nécessaire à un « réel » apprentissage, là aussi, il faut s'interroger.

Jeunesse et nouvelles technologies

« Le réel pouvoir des communications interactives, ce sont les personnes en tant que source suprême de savoir » (Morino, 1997).

M. Morino reconnaît que les ordinateurs, les téléphones mobiles et le réseau internet sont d'importantes et précieuses ressources. Ils ont contribué à transformer la manière dont les (jeunes) gens pensent et interagissent ; ce qui, par conséquent, exige le développement de nouvelles compétences. Pourtant, ce qui fait l'importance des nouvelles technologies, c'est la façon dont les gens les utilisent. « Ce sont les personnes et leurs savoirs, leurs relations, leur perspicacité et leur esprit librement transmis de l'un à l'autre qui engendrent la magie de ce monde interconnecté qu'internet rend possible » (Morino, 1997).

Dès 1997, Morino déclarait : « L'accès à internet doit être une réalité pour tous nos citoyens ; le libre flux de l'information et la disponibilité des ordinateurs pour tout un chacun ne sont pas simplement des questions de "technologie" » (*ibid.*). Aujourd'hui, nous parlons d'un accès à internet encore plus pratique : via le téléphone mobile. Pourtant, nous sommes encore loin d'un accès à internet pour tous les jeunes. Ainsi, selon Morino, une grande partie de la jeunesse se voit refuser l'expérience et les bienfaits d'une découverte personnelle, une qualité de vie supérieure et un sentiment renouvelé de communauté qui procède d'un partage interactif des informations et des savoirs extrêmement simplifié et multiplié grâce à internet.

Toujours selon Morino, « la technologie ne peut que refléter la société qu'elle sert. Bien que les ordinateurs et internet facilitent de grands progrès dans l'apprentissage, ils ne peuvent réinventer l'éducation » (*ibid.*). C'est là un point crucial : malgré toute la technologie sophistiquée, nous en resterons au point de départ si nous ne l'utilisons pas de manière à augmenter les chances et les possibilités d'apprentissage et de développement des jeunes. Le simple fait que l'accès à l'information et au savoir se trouve simplifié ne signifie pas nécessairement que ce savoir lui-même est acquis. La technologie peut fournir des solutions plus rapides, accessibles et conviviales, mais, en soi, elle ne peut être l'éducateur. Par conséquent, la question demeure : que faisons-nous ou, plutôt, que devons-nous faire pour que les jeunes d'aujourd'hui gagnent à être des « natifs du numérique » dans leur parcours pour devenir des citoyens responsables, conscients d'eux-mêmes et autonomes ?

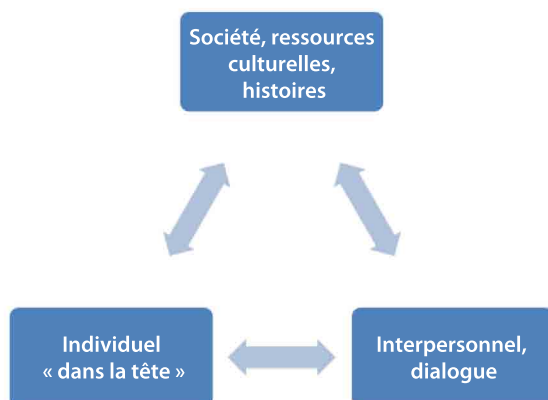
Helen Haste reconnaît combien l'adoption de nouveaux outils technologiques modifie profondément les manières dont les étudiants peuvent interagir avec le monde (voir Fusaro, 2009). Examinant les modèles de fonctionnement des individus, notamment en matière d'éducation, elle distingue deux catégories :

- ▶ L'être humain qui résout des problèmes : la personne qui s'attaque seule au problème, use de logique et d'autres méthodes pour aboutir à une conclusion.
- ▶ L'être humain qui utilise des outils : la personne qui va plus loin et recourt à des outils pour accéder au problème, interagir avec celui-ci et le résoudre, souvent avec l'aide et la participation d'autres personnes.

Allons-nous devenir des utilisateurs d'outils ? A mon avis, cette approche de la résolution des problèmes deviendra la norme d'ici à 2020 et apportera – ou plutôt

exigera – des changements dans notre manière d’enseigner. Helen Haste introduit l’« idée de dialogue » opérant socialement comme composante primordiale pour comprendre le potentiel de l’utilisateur d’outils. Elle parle aussi d’un triangle dynamique qui suscite des interactions continues dans différentes directions. Le triangle donne à l’individu un rôle actif qui n’était pas envisagé dans des théories antérieures sur la participation, lesquelles considéraient uniquement l’influence de la société et des pairs sur l’individu et ses capacités. Cet individu interactif et proactif a de plus grandes chances de devenir ce qu’elle appelle un « citoyen compétent », défini par quatre dimensions de participation :

- ▶ participer de façon conventionnelle (voter, soutenir un candidat...) ;
- ▶ faire entendre sa voix (collecter des pétitions, participer à des manifestations...) ;
- ▶ aider la communauté (bénévolat auprès de groupes défavorisés...) – il peut aussi s’agir d’une condition préalable à une participation plus conventionnelle ;
- ▶ être un observateur actif (parler de l’actualité...) – catégorie définie par les jeunes en réponse à la question sur ce qu’est, pour eux, la citoyenneté et sur la manière dont ils participent en tant que « bon citoyen ».



La dernière dimension concerne largement l’utilisation de nouvelles technologies et l’échange plus rapide d’informations et d’opinions.

Des « citoyens compétents » – les jeunes d’aujourd’hui considèrent, et ce sera sans doute encore davantage le cas en 2020, qu’ils s’engagent et participent dès lors qu’ils échangent des nouvelles de l’actualité via des réseaux sociaux et ont ainsi une influence sur leur communauté en ligne. Mais ne court-on pas le risque que cette forme de participation ne devienne prédominante et que les jeunes se détachent des communautés autres que virtuelles ? A voir les récents événements, où des communautés virtuelles actives sur des réseaux sociaux ont déclenché des rassemblements et des manifestations dans les rues, cette crainte peut paraître superficielle. Dans le processus d’« éducation globale », les éducateurs sont là pour restaurer un équilibre et pour aider les jeunes à mieux en comprendre la nécessité. Selon Morino, « plutôt que de légiférer, nous devons éduquer nos jeunes, leur apprendre à évaluer l’information et à faire la distinction entre les offres proposées dans le cyberspace, tout comme ils le font dans la vie réelle » (Morino, 1997).

Champions de la transition

« Il n'est peut-être trop fantaisiste d'imaginer que l'acquisition et la diffusion de savoirs formels en viendront à prendre dans la politique de la société du savoir la place que l'acquisition de biens et de revenus a occupée durant les deux ou trois siècles que nous avons appelés l'ère du capitalisme » (Cox, 2012).

Venant de l'ex-Yougoslavie et ayant connu la transition du communisme (ou, plutôt, du socialisme) vers le capitalisme, je ne peux me retenir de commencer cette section par une référence à Karl Marx. Il parlait, bien entendu, de la transition inverse, du capitalisme vers le communisme. Marx reconnaissait l'existence d'une période intermédiaire favorisant une sorte de transformation révolutionnaire d'une période à l'autre et, parallèlement, d'une période de transition politique durant laquelle l'Etat ne pouvait être autre chose qu'une dictature révolutionnaire du prolétariat (voir Marx, 1875). Quant à la transition que j'ai connue – ou que nous vivons encore, affirment certains –, elle aussi a été marquée par une dictature, mais en l'occurrence pas celle du prolétariat. La période des années 1990 s'est distinguée par des conflits, le début du XXI^e siècle par une transition politique et, pour les pays ex-communistes et ex-socialistes, en grande partie aussi par une transition économique et par l'apparition de nouvelles élites. C'est seulement aujourd'hui que quelques efforts (insuffisants) sont faits pour revenir sur cette période et voir où en sont les enfants et les jeunes qui l'ont traversée ; des enfants et des jeunes qui ont grandi durant ces conflits et cette instabilité, ou dont « la vie reste peut-être encore paralysée par la rigidité d'une planification centrale et d'une conformité politique sans la sécurité et la stabilité du plein emploi et d'une rémunération fiable, et qui se voient exposés aux risques du libre marché et de la démocratie politique sans encore en récolter les fruits » (traduction non officielle) (Unicef, 2002). C'est ainsi que l'Unicef a évoqué cette nouvelle et courageuse génération dans une étude intitulée *A brave new generation*, publiée en 2002 et consacrée à la jeunesse vivant dans les sociétés en mutation, et surtout dans ce qui était à l'époque la République fédérale de Yougoslavie (RFY) – Serbie, Monténégro, Kosovo. C'est une expression optimiste qui a été employée à l'époque : « génération courageuse » ; aujourd'hui, on parle plus volontiers de « génération perdue ». Pourtant, malgré ces termes péjoratifs et malgré cette méfiance vis-à-vis des jeunes, de leurs capacités et de leur pouvoir de changement et de révolution, c'est aujourd'hui, dix-huit ans plus tard, alors que les enfants de 2002 sont en passe de devenir des adultes dans ces sociétés en perpétuelle évolution, que la jeunesse est plus courageuse que jamais. Cette révolution a déjà commencé et, d'ici à 2020, j'en ai la ferme conviction, les jeunes apporteront courage, enthousiasme et confiance, n'hésiteront pas à s'engager dans l'« éducation globale » et à en tirer profit et, enfin, s'emploieront dans une large mesure à faire de leurs idées une réalité dans l'arène sociale, économique et politique. Car l'alternative, ce serait que les jeunes des Balkans fassent ce qu'ils ont fait – ou permis au système de leur imposer – depuis vingt ans – ce qui, en vérité, n'a absolument rien d'une alternative !

J'aimerais établir un parallèle entre la jeunesse de la Yougoslavie d'il y a vingt ans et la jeunesse de l'Europe (unifiée ?) d'aujourd'hui, afin d'illustrer l'idée de « courage » mentionnée précédemment. Dans l'étude de l'Unicef, la première évaluation de la place de la jeunesse dans la société compare la RFY et le reste des Nations

Unies : « Tandis que les pays en tête de l'indice de développement humain de l'ONU ont connu une explosion du "pouvoir de la jeunesse" au cours de la décennie écoulée, les jeunes de la RFY sont restés isolés en marge de la société de même que leur pays est resté isolé en marge de l'Europe » (traduction non officielle) (Unicef, 2002). Les auteurs de l'étude ajoutent qu'il est temps d'investir dans la jeunesse et de lui permettre de contribuer à la société actuelle, et que, en la matière, les Etats peuvent s'inspirer de l'exemple des démocraties avancées. Selon l'étude, les jeunes peuvent être traités de deux manières : soit comme des enfants, soit comme des quasi-adultes, et ce en considérant cinq domaines clés : la participation à la société ; l'éducation ; l'emploi ; la santé et le bien-être ; et les jeunes ayant un besoin particulier de protection. Prenons l'emploi : examinons les analyses de la situation de la RFY de 2002, et comparons-les avec le rapport sur la jeunesse examiné précédemment ; plusieurs similitudes se dégagent. Voici quelques questions sur lesquelles devrait se pencher l'Europe d'aujourd'hui (la liste n'est pas exhaustive) :

- ▶ Comment redéfinir les termes « emploi sûr et formel » face à l'actuelle méfiance des jeunes vis-à-vis des régimes de retraite ? En quoi cette notion cadre-t-elle avec le développement rapide de nouveaux emplois très diversifiés et de possibilités d'emploi à court terme ? Comment est-elle perçue dans la sphère du travail indépendant, qui semble de plus en plus attirer les jeunes ? Comment toutes les démarches administratives qui l'entourent peuvent-elles être allégées et simplifiées ?
- ▶ Comment favoriser la « mobilité professionnelle » parmi les jeunes et comment leur permettre d'en bénéficier au mieux ? Comment changer la perception de cette mobilité pour qu'elle devienne non plus une « fuite des cerveaux » mais la base d'un système inédit (mais qui fonctionne) ? Comment assurer que la « mobilité professionnelle » sera accessible aux différents groupes et qu'elle ne discriminerà pas, en particulier, les jeunes femmes ?
- ▶ Comment résoudre le problème du travail des enfants et des adolescents dans un monde où l'adolescence débute plus tôt du fait d'une plus grande exposition à l'information, mais aussi parce qu'aujourd'hui les enfants apprennent et grandissent plus vite ? Comment fixer un seuil en dessous duquel il n'y a pas de réflexion, d'apprentissage ni d'action entrepreneuriale ?

Enfin, au vu des actions que l'étude suggère d'entreprendre pour stimuler l'emploi des jeunes, la situation apparaît clairement : dix années ont passé, et nous n'avons pas la moindre idée innovante sur la manière de traiter le problème du chômage des jeunes. Paradoxalement, alors que l'esprit d'entreprise se caractérise avant tout par l'innovation, celle-ci semble précisément nous faire défaut pour trouver comment le susciter chez les jeunes et le favoriser de manière plus systématique. Pendant ce temps, une grande partie des jeunes (plus de 40 %) sont prêts et partants pour lancer leurs propres entreprises. Il y a de remarquables exemples de jeunes des Balkans qui, contre toute attente, se font déjà les champions de l'innovation et de l'esprit d'entreprise malgré une absence systématique de soutien – rappelons-nous l'exemple des développeurs de logiciels de Serbie. Peut-être une partie de l'équation du succès, pour un jeune, réside-t-elle dans la persévérance et l'obstination à réussir contre vents et marées ?

Mon expérience de la société transitionnelle, lorsque je vivais au Monténégro, a été marquée par une kyrielle de stratégies sitôt adoptées, sitôt en échec parce

qu'insuffisamment ancrées dans « notre » réalité. Sommes-nous aujourd'hui dans une même situation s'agissant de l'Europe et de la transition du national vers l'euro-péen ? Abandonnons-nous les jeunes en marge de la société bien qu'ils soient souvent mentionnés dans les stratégies et dans les grands événements politiques ? Dans quelle mesure les stratégies de l'UE reflètent-elles la réalité des jeunes et dans quelle mesure les jeunes utilisent-ils vraiment tous les outils et instruments à leur disposition ? Si nous osions tenter autre chose, je proposerais de motiver les jeunes et de leur donner les moyens nécessaires pour élaborer les mesures qui permettront de remédier au chômage. Qu'ils soient donc les « dictateurs » de la transition du national vers l'euro-péen et du capitalisme vers la nouvelle étape (?). Qu'ils collaborent, partagent, inventent, testent... et, s'ils échouent..., reconnaissons, malheureusement, que cela ne sera pas pire que ce nous faisons actuellement. Quoi qu'il en soit, les problèmes d'une société transitionnelle dans une Europe « postunifiée » en 2020 seraient plus simples à régler.

Plusieurs facteurs empêchent la jeunesse de jouer le premier rôle pour façonner son avenir. Ce sont d'ailleurs ces mêmes facteurs qui justifieraient d'encourager systématiquement la jeunesse à agir dans ce sens. Les jeunes reconnaissent que les élites politiques n'ont pas d'idées neuves, mais eux-mêmes hésitent beaucoup à proposer les leurs. Ils reconnaissent qu'on ne peut compter ni sur les grandes entreprises ni sur l'administration publique pour obtenir un emploi. Les jeunes ont une foule d'idées sur tout : comment faire évoluer la manière de vivre dans la sphère sociale, économique et politique, comment répondre aux besoins par des services innovants, comment être un moteur du développement, comment lancer de nouvelles entreprises, comment faire participer la communauté, comment exploiter de nouvelles technologies... Ce qui leur manque, c'est la confiance ; ils doutent pouvoir trouver dans le système actuel des moyens simples de soumettre ces idées et de les mettre en œuvre. Résultat : les jeunes se débrouillent comme ils peuvent. Ils cherchent des raccourcis, ils construisent des réseaux pour utiliser la puissance humaine à leur disposition et redéfinir le système. La « révolution du changement de paradigme » se produira. D'ici à 2020, les jeunes sauront rassembler courage, enthousiasme et confiance en soi, et ils s'emploieront à faire de leurs idées une réalité. Reste une question : saurons-nous adapter nos environnements d'apprentissage et donner à la jeunesse les moyens de les utiliser, ou devra-t-elle créer elle-même des capacités, parallèlement à des systèmes éducatifs de plus en plus dépassés ?

Bibliographie

Bath University/GHK Consulting, *Study on the impact of non-formal education in youth organisations on young people's employability*, à la demande du Forum européen de la jeunesse, 2012 : http://issuu.com/yomag/docs/reportnfe_print (consulté le 22 décembre 2012).

Brown P., Hesketh A. et Williams S. « Employability in a knowledge driven economy », Working Paper Series, No. 26, université de Cardiff, dans « Study on the impact of non-formal education in youth organisations on young people's employability », à la demande du Forum européen de la jeunesse, Bath University/GHK Consulting, 2002.

Chisholm L. et Kovatcheva S., « Exploring the European youth mosaic – The social situation of young people in Europe », 6^e réunion des ministres européens responsables de la jeunesse, 2002 : www.european-citizenship.org/repository/Exploring_the_European_Youth_Mosaic.pdf (consulté le 25 janvier 2013).

Commission européenne, Communication de la Commission : Examen annuel de la croissance 2012, COM(2011) 815 final, 2012a : http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/ags2012_en.pdf (consulté le 22 décembre 2012).

Commission européenne, « Rapport de l'UE sur la jeunesse, rapport conjoint du Conseil et de la Commission sur la mise en œuvre du cadre renouvelé pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse (Stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour 2010-2018) », SWD(2012) 257 final, 2012b : http://ec.europa.eu/youth/documents/national_youth_reports_2012/eu_youth_report_swd_situation_of_young_people.pdf (consulté le 20 décembre 2012).

Commission européenne, communiqué de presse, Bruxelles, 10 septembre 2012 : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-948_en.htm (consulté le 20 janvier 2013).

Cox L., « The wisdom of Peter Drucker (what we need to teach) », 2012 : <http://cox-wisdomworks.com/the-wisdom-of-peter-drucker-what-we-need-to-teach/> (consulté le 20 janvier 2013).

Drucker P. (1994), « The age of Social transformation », *The Atlantic Monthly*, novembre 1994.

Fusaro M., « Technology and youth : a remix that is changing the education landscape », 2009 : www.gse.harvard.edu/news-impact/2009/06/technology-and-youth-a-remix-that-is-changing-the-education-landscape (consulté le 10 janvier 2013).

Hadzibegovic A., « Recognition needs zero stage. Convincing ourselves », SALTO Training and Cooperation Resource Centre, Bonn, 2012 : www.youthpass.eu/en/youthpass/downloads/essays/ (consulté le 20 janvier 2012).

Haste H. (2009), « Five competencies for adapting to a changing world », in Fusaro M., « Technology and youth : a remix that is changing the education landscape », 2009.

Karsten A., « Catch up, keep up, get ahead », 2006 : www.nonformality.org/index.php/2006/11/catch-up-keep-up-get-ahead (consulté le 6 novembre 2009).

IYF (International Youth Foundation), « What works in youth employment : the impact of new information technologies », 2001 : www.iyfnet.org/sites/default/files/WW_Youth_Employment_NewTech.pdf (consulté le 25 janvier 2013).

Lauritzen P., *Eggs in a Pan – Youth work : Speeches, Writings and Reflections*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2008.

Marx K., *Critique of the Gotha Programme*, 1875 : www.marxists.org/archive/marx/works/1875/gotha/index.htm (consulté le 29 octobre 2013).

Morino M., « The impact of technology on youth in the 21st century », allocution de Mario Morino adressée au Children's Defense Fund, 14 mars 1997 : www.morino.org/pdf/cdf.pdf (consulté le 25 novembre 2012).

Phillips D. C., « Philosophy of education », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, 2009 : <http://plato.stanford.edu/archives/spr2009/entries/education-philosophy/> (consulté le 10 décembre 2012).

Prensky M., « Digital natives, digital immigrants », *On the Horizon*, MCB University Press, vol. 9, n° 5, 2001 : www.marcprensky.com/writing/prensky%20-%20digital%20natives,%20digital%20immigrants%20-%20part1.pdf (consulté le 10 janvier 2013).

Robinson K., « Changing paradigms », discours prononcé le 16 juin 2008 à la Royal Society of Arts, 2008 : <http://filmenglish.files.wordpress.com/2010/12/transcript-sir-ken-robinson.pdf> (consulté le 10 janvier 2013).

Unicef, « A brave new generation », Unicef, Belgrade, 2002 : [www.unicef.org/serbia/A_Brave_New_Generation\(1\).pdf](http://www.unicef.org/serbia/A_Brave_New_Generation(1).pdf) (consulté le 22 décembre 2012).

